

Supplément hebdomadaire des
DOCUMENTS du PROGRÈSADMINISTRATION :
Imprimerie F. RUEDI
Lausanne

3, Jumelles — Tél. 12-44

La Voix de l'Humanité

Organe de la « Ligue pour la défense de l'Humanité
et pour l'organisation de son progrès »**ABONNEMENTS :**Edition hebdomad. : Suisse,
3 fr. par an; autres pays,
5 fr. par an.Avec la Revue internationale
« Les Documents du Progrès » :
France et Suisse, 7 fr. par
an; autres pays, 10 fr. par an.
Le numéro : 5 cent.**Comité d'action suisse de la Ligue :** Dr Auguste FOREL ; A. SUTER, vice-président du Conseil communal de Lausanne ; Dr R. BRODA ; O. NIPPOLD, ancien professeur à l'Université de Berne ; F. RUEDI, ancien député du Grand Conseil vaudois, Lausanne ; E. PEYTRÉQUIN, prés. du cons. d'adm. du journal « La Libre Pensée internationale » ; H. WASSERMANN, vice-président de l'Ordre pour l'Action sociale et morale, Lausanne ; E. GUINAND, de la Société vaudoise de la Paix ; H. HODLER, président de l'Association Espérantiste, Genève, etc.
Président de la Ligue : Dr R. BRODA, directeur des « Documents du Progrès ».**Comité de patronage international :** A. NAQUET, anc. sénateur, Paris ; Jean LONGUET, député de la Seine ; Gustave HUBBARD, ancien député de Seine-et-Oise ; Ramsay MACDONALD, de la Chambre des Communes ; W. FOERSTER, président du Bureau international des poids et mesures ; CASTBERG, ministre norvégien ; Dr de Magalhães LIMA, ancien ministre de l'Instruction publique, Lisbonne, etc.
Prière d'envoyer à M. Fr. Ruedi, membre du Comité d'action, Lausanne, Jumelles 3, tout ce qui concerne la rédaction de la « Voix de l'Humanité ».

Nos appels à la conscience de chaque nation se publiant en sa langue, nous prions nos lecteurs de consulter les autres organes de notre Ligue pour se rendre compte de son but impartial.

La guerre européenne détruira-t-elle le militarisme allemand ?

par H. HODLER, Genève.

Sous ce titre, a paru récemment en Angleterre une brochure de Norman Angell, le pacifiste bien connu, l'auteur de la « Grande Illusion », — un ouvrage qui, peu d'années avant la guerre avait suscité un vif mouvement d'intérêt dans tous les pays. Norman Angell établissait ou s'efforçait d'établir preuves à l'appui, que la guerre était désormais inutile, puisque l'évolution économique des temps modernes avait rendu désormais impossible le fait d'obtenir aucun avantage économique et social durable par la conquête. Dans la brochure à laquelle nous faisons maintenant allusion, l'auteur se demande « si la guerre européenne détruira le militarisme allemand », car on sait que tel est le but que disent poursuivre les armées alliées, et ce but est éminemment populaire. L'opinion quasi universelle, parmi les peuples alliés, et aussi chez beaucoup de neutres, est que la défaite militaire de l'Allemagne aurait pour conséquence de détruire à elle seule les passions, les erreurs, les inimitiés produites par les doctrines du militarisme. Si seulement on écrasait l'Allemagne, nous aurions la paix et la sécurité pour au moins quelques générations. Le militarisme, les armements et la guerre, la mauvaise foi et la rapacité internationales sont, dites-vous ou pensez-vous, des spécialités allemandes. « Ecrasons l'Allemagne », et toutes les difficultés qui se sont trouvées sur la voie de la coopération internationale disparaîtront presque entièrement dès que l'Etat allemand aura été mis hors de cause...

C'est cette croyance que Norman Angell estime à la fois malsaine et dangereuse. La victoire militaire ne pourra pas, A ELLE SEULE, créer une Europe meilleure et plus stable, ce qui constitue la seule justification possible de cette guerre. Un tel résultat ne dépendra pas uniquement de la défaite de l'Allemagne, mais aussi du genre de paix qui fera suite à la guerre. « La victoire n'assurera pas, par elle-même, la paix future de l'Europe, ne réalisera aucun des desiderata dans le sens de la destruction du militarisme en Europe... ; si la victoire ne marche pas de pair avec une véritable sagesse politique de notre part, l'écrasement de l'Allemagne risque de nous laisser dans des conditions pires que celles qui prévalaient avant la guerre, risque de nous exposer à sa répétition prochaine et de fixer les chaînes du militarisme plus fermement que jamais sur les malheureux peuples de l'Europe. »

Il faut donc savoir d'une manière précise où l'on va.

On parle pompeusement de « réduire l'Allemagne à merci, de l'annihiler », etc. Or, il est facile de montrer que, même l'armée allemande vaincue — toujours dans l'hypothèse de notre auteur — l'Allemagne ne sera nullement détruite. Supposons un demi-million de soldats allemands tués, il restera toujours cinq millions de combattants qui ne peuvent ni être détruits, ni être maintenus dans un état de dépendance permanente. L'écrasement de l'Allemagne n'est donc possible qu'en paroles.

Dans certains milieux, on a parlé sinon d'annihiler l'Allemagne, du moins de rompre son unité par telle ou telle annexation ou division. Il n'est pas difficile de prévoir quels seraient les résultats de cette politique qui, d'ailleurs, n'a pas rencontré jusqu'ici beaucoup d'écho dans les pays alliés, mais qui pourrait en rencontrer à la suite d'une série d'opérations victorieuses. Ce serait d'une part exalter toute l'Allemagne à l'idée d'une revanche dont le résultat devrait être le rétablissement de l'unité nationale brisée ; ce serait d'autre part créer la division parmi chacune des nations conquérantes qui, pour maintenir leur autorité sur les provinces acquises par la force, devraient recourir aux mesures coercitives habituelles. En un mot, on ferait surgir de nouvelles Alsace-Lorraine, par conséquent de nouvelles causes de guerre. Est-ce là le résultat qu'on veut atteindre ?

Tout règlement de compte se basant sur la seule puissance militaire ne peut aboutir qu'à un résultat instable, et ceci pour deux raisons : 1° le pouvoir de rapide relèvement montré par les Etats vaincus ; 2° l'extrême variabilité des alliances.

Le premier fait est amplement prouvé par l'histoire de l'Allemagne elle-même. Au commencement du XIXe siècle, la Prusse, en tant que puissance militaire, fut annihilée. Le pays tout entier fut envahi. A la paix, la moitié du territoire fut perdu. La Prusse dut limiter son armée à 42,000 hommes. D'autre part, la diplomatie de Napoléon maintint les Etats germaniques séparés. L'Allemagne semblait brisée. Et cependant, malgré tant d'humiliations, cinq années après la paix de Tilsitt, non seulement le sol allemand tout entier se trouvait libre de toute armée française, mais encore la Prusse jouait un rôle de première importance dans la destruction de l'empire napoléonien.

La France offre, dans son histoire, un exemple analogue. En 1870, un tiers de la France fut envahi, la forme du gouvernement changée, une indemnité, énorme pour l'époque, lui fut imposée, une révolution sanglante succéda aux désastres de la guerre. Des générations aussi devaient s'écouler avant que la France ne redevienne une puissance militaire importante. Et pourtant chacun sait combien rapide fut le relèvement de la France, si bien que cinq années seulement après la guerre, et sans alliance, elle était devenue un sujet d'inquiétude pour Bismarck. En cas de défaite qui, d'ailleurs, serait beaucoup moins décisive que celle de 1870, l'Allemagne se relèverait certainement avec une rapidité analogue, d'autant plus qu'une victoire des alliés ayant pour conséquence probable une forte diminution de la puissance autrichienne, l'Autriche allemande se trouverait, plus que précédemment, entraînée dans la sphère d'action de l'Allemagne. D'un autre côté, par suite de la connaissance accumulée et de l'aptitude technique, un peuple peut se relever beaucoup plus facilement de nos jours que précédemment. Et, précisément, le peuple allemand possède à un haut degré des aptitudes techniques et une puissance d'organisation et de travail que ses adversaires reconnaissent volontiers. Il faudra donc, après la guerre comme avant, compter avec

l'existence d'une centaine de millions d'Allemands travaillant comme par le passé, — à moins que vous n'admettiez que la guerre décourage les hommes de l'effort, ce que contredit l'expérience.

Il est à peine besoin d'insister sur l'autre groupe de facteurs, c'est-à-dire l'instabilité des alliances. (N'oublions pas que la défaite éventuelle de l'Allemagne serait seulement le fait des alliances dressées contre elle.) Sans remonter bien loin, il suffirait de se rappeler la fragilité des alliances lors des dernières guerres balkaniques. L'Italie offre un exemple encore plus récent. La guerre russo-japonaise n'est pas éloignée, non plus que n'est pas encore totalement oubliée la période de tension entre la Grande-Bretagne et la Russie, entre la France et la Grande-Bretagne. L'Autriche fut tour à tour alliée de la Prusse, puis son ennemie, puis de nouveau son alliée ; elle se mesura avec l'Italie quelquefois au cours du dernier siècle, puis devint son alliée jusqu'au jour où elle redevint le contraire. Ces combinaisons d'alliances, qui dépendent du jeu de la diplomatie et des nécessités de l'équilibre, sont des plus précaires. Il est téméraire de penser qu'il en sera différent cette fois-ci.

Le militarisme ne peut être détruit par la seule victoire d'un parti sur un autre. Si la guerre aboutit finalement à la seule défaite allemande, le militarisme aigu sera transporté d'une capitale à une autre. Tout sera à recommencer. L'opinion qu'un idéal peut être changé par la force est précisément une opinion d'essence nettement militariste. L'avènement d'une Europe meilleure ne dépend pas uniquement de la défaite d'une nation déterminée, mais d'une reconnaissance du fait que la lutte pour la puissance politique, qui a successivement été poursuivie par toutes les nations est stérile. Une fois atteinte, elle n'augmente pas le bien-être du vainqueur. Les citoyens des grands Etats — France, Allemagne, Autriche — ne jouissent pas d'un bien-être plus grand, ni ne mènent une vie meilleure que les citoyens de la Hollande, du Danemark ou de la Suisse, petits Etats ayant abandonné toute idée de puissance politique. « Si jamais l'Europe doit être honnêtement civilisée, déclare Norman Angell, nous devons honnêtement et sincèrement abandonner cette lutte et toutes les conceptions d'orgueil, de gloire et de patriotisme qu'on y associe, en faveur de la coopération de tous pour la sécurité et le bonheur de tous ; la société des nations doit être fondée, comme toutes les autres sociétés civilisées le sont, sur l'accord d'associés coopérant vers un but commun. »

Il faut guérir l'Allemagne du militarisme, entend-on dire. La défaite seule aurait-elle cet effet ? Ne prouverait-elle pas plutôt que si l'Allemagne succombe, c'est parce qu'elle a devant elle un militarisme supérieur. Elle regrettera de n'avoir pas été plus forte, mais il ne s'ensuit pas qu'elle méprisera la force, puisque plus forte encore, plus « militariste », elle aurait pu avoir raison de l'adversaire. S'ensuit-il de là que, d'après Norman Angell, une défaite allemande ne soit pas désirable, étant donné que la partie est engagée ? Non, puisque sa victoire aboutirait d'autre part à un état de choses encore plus dangereux pour la paix du monde et probablement plus instable.

Il entend seulement soutenir que la défaite allemande, A ELLE SEULE, ne peut pas donner de paix permanente. Seul l'abandon du culte de l'idée de grandeur politique — culte partagé par tous les peuples également responsables — peut éviter des hécatombes futures. Ni les colonies, ni les acquisitions territoriales n'enrichissent l'individu de la nation dont la puissance politique se trouve ainsi accrue, sinon le citoyen suisse serait infiniment plus misérable que le sujet de l'immense empire russe. La reconnaissance de ce fait ne peut être atteinte par des moyens mécaniques tels que la victoire d'un peuple déterminé. Une action sur l'esprit est nécessaire. Ici il faut laisser la parole à l'auteur :

« Nous devons nous rendre compte que certaines croyances, qui furent nôtres dans le passé, n'ont plus de valeur ; il faut nous tenir prêts, en vue de revendiquer des idées plus justes, à courir certains risques, infiniment moins graves toutefois que ceux qu'impliquait l'existence d'une Europe armée jusqu'aux dents. Nous avons eu l'occasion de constater que le système de la rivalité des armements, le système qui consiste à être plus préparé pour la guerre que n'importe qui, à être plus fort que tout le monde, a échoué misérablement. Un système fondé sur la défiance universelle ne peut pas donner une société humaine tolérable. Il nous faut essayer, plus honnêtement et plus sincèrement, avec plus de persistance que nous ne l'avons fait auparavant, de nous mettre tous d'accord pour notre bien commun. Au lieu d'un état de choses qui permet à un groupe de braver l'autre, où trois nations en défient trois autres et agissent en rivales, il doit au contraire exister six nations agissant d'accord pour notre bien commun. »

Pendant plus d'un siècle, l'idéal de l'Eglise catholique a été protégé par la force militaire. Les Etats catholiques essaient d'écraser les Etats protestants et réciproquement. Ces guerres ne cessèrent pas par l'écrasement des catholiques ou des protestants en Europe. Elles prirent fin dès que les deux partis eurent compris la vanité de convertir l'autre à sa foi par la force des armes. Lorsque les peuples comprendront que la guerre ne sert à rien — et peut-être à cet égard les événements actuels ne seront-ils pas dénués de toute puissance démonstrative, — lorsqu'ils sauront que, dans la société des nations, toutes les cultures nationales pourront librement s'épanouir et leur activité honnête se développer sans entraves, ils cesseront d'avoir recours au massacre mutuel.

Alors ?

Alors, il faudra en finir par où on aurait dû commencer, autrement dit, il faudra s'entendre entre vainqueurs et vaincus pour l'établissement d'un ordre durable basé non pas sur la victoire d'un groupe sur un autre, mais sur la collaboration de tous les groupes « dans une Europe que personne ne dominera, mais que tous partageront ».

On ne détruira pas le militarisme allemand en lui opposant un autre militarisme. On ne détruira le militarisme EUROPEEN qu'en établissant pour la société des nations un ORDRE NOUVEAU.

Sinon, préparez-vous à de nouvelles tueries !

Quel est le bon chemin vers la paix durable de l'avenir ?

Tous les peuples belligérants aspirent à une paix durable et espèrent la conquérir par l'écrasement de l'adversaire. Cet espoir leur a donné des forces de résistance et d'abnégation plus grandes que celles qu'on aurait pu attendre de notre génération adoucie et « efféminée ». Mais le temps s'écoule : les privations de l'hiver ont suivi les luttes de l'été, la saison la plus favorable à l'épanouissement de la vie a donné des encou-

ragements nouveaux aux œuvres de mort. La mort de la nature, la nouvelle campagne d'hiver qui s'approche, constituera l'arrêt de mort d'autres centaines de milliers de braves soldats... Faut-il continuer indéfiniment jusqu'à ce que la génération entière des jeunes Européens qui se battent actuellement, c'est-à-dire tout ce que les nations les plus éclairées de l'humanité possèdent en hommes sains, en possibilités d'énergies futures, soient morts ou mutilés ? Faut-il sacrifier tout pour cet article de foi que « l'écrasement » de l'adversaire respectif est sûr et que LUI SEUL EST LE SALUT ?

Ne faut-il pas appliquer les règles de la raison critique à cette religion nouvelle, plus cruelle et plus dangereuse que tous les dogmes du passé ? Rechercher s'il n'y a pas d'autres méthodes d'aboutir à la paix durable qui ne présupposent pas l'« écrasement » de l'adversaire — lequel amènerait, d'ailleurs, peut-être des guerres de revanche futures — des méthodes qui n'exigeraient pas la poursuite d'un fantôme qui s'envole vers un avenir de plus en plus lointain en acculant l'humanité sanglante au suicide ?

Des spécialistes éminents — du droit des gens — croient avoir trouvé une méthode pour assurer la paix durable par un système de droit public : Celui-ci réunirait les nations libres et égales du monde dans une vaste fédération qui leur donnerait les mêmes garanties de travail pacifique et de sécurité absolue que l'Etat naissant a donné à ses citoyens jadis souffrant de l'anarchie du moyen âge et des exploits des chevaliers de proie.

Des congrès internationaux tels que celui de La Haye au mois d'avril et celui de Berne au mois de mai (1) ont élaboré, en synthétisant les recherches des savants, les éléments d'une charte mondiale qui pourrait servir de base aux délibérations des puissances si elles voulaient seulement témoigner de la bonne volonté pour rechercher leur propre bonheur autrement que par les voies de l'orgueil et de la violence.

Nous croyons que, pour donner naissance à un fort courant populaire en faveur de cette nouvelle orientation mondiale, il serait utile que des savants et des hommes politiques de toutes les nations neutres et belligérantes voulussent bien exprimer leurs points de vues positifs ou négatifs sur la question suivante :

« *Etes-vous d'avis qu'il faut continuer la guerre, pour une période indéterminée, tant que l'écrasement de l'adversaire n'est pas réalisé, ou bien accepteriez-vous une paix durable réalisée par un accord mutuel et mettant la force de l'humanité unie à la disposition d'institutions juridiques communes, garantes du droit et du travail pacifique ?* »

Nous serions reconnaissants à tous ceux auxquels nous adressons ce questionnaire, et de même aux lecteurs de la « Voix de l'Humanité », qui croiraient pouvoir contribuer utilement à l'éclaircissement du problème, de vouloir bien nous communiquer leurs réponses. Elles seront publiées dans les différents organes de notre Ligue et tout particulièrement dans « Les Documents du Progrès » et dans la « Voix de l'Humanité ».

La Réd. de la « Voix de l'Humanité ».

La fomentation de la haine entre les peuples

par le baron de WRANGEL
(de Russie).

Avant d'entamer mon sujet, je crois de mon devoir de déclarer, afin d'éviter des malentendus, que, dans mon désir ardent que la paix se fasse aussi tôt que possible, je me sais en désaccord avec l'opinion publiée en ma patrie russe, qui ne veut que d'une paix comme suite d'une vic-

toire décisive des armes des pouvoirs de l'Entente. Une autre paix serait considérée en Russie comme une trahison de la cause commune.

Mais je me sais solidaire avec tous les partis de tous les pays du monde, — les belligérants aussi bien que les neutres — dans mes efforts de chercher les conditions qui puissent aider à ce que la paix, UNE FOIS CONCLUE, soit aussi durable et aussi bien assurée que possible.

N'est-ce pas le but avoué par les deux partis belligérants de cette guerre que d'assurer une paix durable ?

N'était-ce pas la paix qui devait être assurée par ce système d'alliances et de contre-alliances qui, en tâchant d'établir un équilibre factice des puissances, menait inévitablement à la guerre mondiale ?

Dans la lutte continuelle entre les grandes puissances pour obtenir ou soutenir la suprématie, soit dans l'Afrique, soit dans les Balkans, la guerre mondiale ne fut différée que par l'effroi devant les sacrifices énormes que l'on prévoyait et qui, matériellement, ne pourraient jamais être compensés, même en cas de victoire complète.

Si, en politique, le calcul et la raison seules se faisaient valoir, cette guerre n'aurait pas éclaté et ne serait pas menée à bout.

Mais, en politique, le sentiment a beaucoup plus d'influence que n'en a la raison, et ce sont des sentiments bien différents dans leurs origines et leur valeur qui s'opposent à une conclusion de paix et qui seront la source des dangers pour la paix, une fois conclue. Parmi ces sentiments, la haine qui divise les peuples est, selon moi, l'effet le plus déplorable de cette guerre et sera le danger le plus éminent pour la paix qui mettra fin à cette guerre.

C'est la fomentation de cette haine collective qu'il faut combattre par les forces réunies de tous ceux qui désirent le progrès pacifique de l'humanité. Par les circonstances de ma vie individuelle, je me crois compétent à traiter ce sujet. Pendant la soixantaine d'années de ma vie consciente, j'ai vu de près surgir ces haines collectives d'un peuple à l'autre, d'une nationalité contre une autre, et j'ai cruellement souffert de ce spectacle si navrant pour un homme qui est amicalement disposé envers chacune de ces nations.

J'ai vu ces haines surgir, mais je les ai aussi vues disparaître et l'observation de ces faits du passé me fait espérer pour le futur de l'humanité. Elle me confirme dans la conviction que ces sentiments de haine collective qui paraissent éternels ne sont qu'éphémères, que leur source, qui paraît se trouver dans les profondeurs immuables de la nature humaine n'est que factice et superficielle. Je sais bien que ce point de vue n'est pas celui de beaucoup d'historiens, de philosophes et d'hommes politiques qui maintiennent qu'au fond de toute politique on doit chercher les intérêts économiques qui poussent les peuples aux conflits. Pour résoudre ce problème, il faut y appliquer la méthode inductive, si féconde dans les sciences naturelles, en fondant des conclusions générales sur des observations réelles.

Eh bien, ces observations multiples m'ont prouvé que la haine qui divise les peuples n'est pas un sentiment spontané, né d'une impression immédiate et personnelle, mais que c'est plutôt un produit — pour ainsi dire — artificiel, résultant d'insinuations et de suggestions agissantes sur le cœur, c'est vrai, mais par l'intermédiaire de l'entendement. Ces insinuations et ces suggestions produisent leurs effets venimeux en se répandant par voie orale ou par écrit, par la presse surtout ; l'essentiel, sur lequel j'insiste, c'est que la haine collective n'est pas un sentiment inébranlable, mais passager, étant toujours basé sur des conceptions fausses, sur des malentendus.

(A suivre.)

Editeur responsable et imprimeur : Fr. Ruedi.

(1) Voir la Voix de l'Humanité du 5 juin.